

*Le Vice-Président***A l'attention des membres du Conseil National du Mouvement**

Nanterre, le 3 mai 2013

Chers amis,

A l'occasion du premier anniversaire de l'arrivée de François Hollande à l'Élysée, il est possible que vous soyez sollicités par les médias locaux pour dresser un premier bilan.

Les quelques éléments qui suivent ne sont pas exhaustifs, ils sont un rappel des principaux enseignements de cette première année :

- L'élément qui frappe le plus est la très grande continuité entre la politique conduite par le gouvernement socialiste et celle menée précédemment, pendant 10 ans, par l'UMP. "Le changement c'est maintenant" nous disait-on... Les Français attendent encore.

- Sur le plan économique et social, concernant l'Europe, cette continuité UMP-PS est totale. Contrairement à sa promesse de campagne, François Hollande n'a pas renégocié le Traité budgétaire européen, qu'il a fait ratifier à l'automne 2012 par voie parlementaire avec les voix de l'UMP et du PS. Ce Traité nous condamne à l'austérité et nous prive encore davantage de notre souveraineté nationale.

L'austérité continue et s'aggrave, au nom de l'euro "à sauver à tout prix".

Le gel du barème de l'impôt sur le revenu est ainsi maintenu.

Les allocations familiales seront amputées pour une partie des classes moyennes. Depuis le 1er avril 2013 7,5 millions de retraités paient une surtaxe de 0,3%. La taxe sur la bière a été augmentée, ainsi que la TVA contrairement aux promesses de campagne de refuser la "TVA sociale" sarkozyste.

La concurrence internationale déloyale continue de faire rage parce que ce gouvernement, comme les précédents, refuse toute idée de frontières.

Dans son discours du Bourget de janvier 2012, François Hollande promettait de faire de la finance "son principal adversaire". Renonçant à la séparation des banques de dépôt et des banques d'affaire, il n'en a rien fait.

Les sujets sociétaux sont utilisés ad nauseam pour masquer cet échec total, alors qu'ils ne correspondent à aucune demande.

- Sur le plan de l'immigration et de l'insécurité, Manuel Valls a fait savoir dès son arrivée au ministère de l'Intérieur qu'il poursuivrait les mêmes chiffres d'immigration que Nicolas Sarkozy. Soit une tendance catastrophique : 200 000 entrées légales par an, et le régularisation chaque année de 30 000 clandestins.

Là aussi, la France refuse de remettre en place des frontières.

Dès le 1er janvier 2014, il ne sera quasiment plus possible d'expulser les Roms clandestins, en raison des règles de l'UE adoptées par l'UMP comme le PS.

L'insécurité continue d'augmenter, malgré les gesticulations médiatiques de Manuel Valls, qui rappellent celles du ministre Sarkozy entre 2002 et 2007.

La ministre de la justice Christiane Taubira multiplie les signaux laxistes dans ses prises de parole et ses projets.

- Défense nationale : présenté tout récemment, le livre blanc pour la Défense est inquiétant ; il prévoit dans la foulée du livre blanc de 2008 la poursuite de la réduction du format de nos armées, ce qui met en péril notre souveraineté, notre liberté et notre sécurité.

Nous demandons de sanctuariser dans la Constitution une barre minimale pour le budget de la Défense nationale : 2% du PIB (contre 1,6% aujourd'hui).

- Les affaires se poursuivent : Cahuzac bien sûr, qui met en difficulté son ministre de tutelle Pierre Moscovici contraint de s'expliquer sur ce qu'il savait.

Aujourd'hui, interrogations sur les conditions d'achat par Thomas Fabius, fils du ministre des affaires étrangères, d'un appartement parisien évalué à 7 millions d'euros.

- Pratiques du pouvoir : contrairement à ce qu'il avait promis, François Hollande a reçu comme Nicolas Sarkozy en son temps des parlementaires de la majorité à l'Elysée.

L'UMP est incapable d'incarner une opposition crédible et promet de faire demain ce qu'elle n'a pas fait en 10 ans de pouvoir (2002-2012). Ses positions sur l'ensemble de ces sujets sont extrêmement proches de celles du PS.

De surcroît elle est empêtrée dans des divisions internes de personnes.

Nous incarnons plus que jamais un autre chemin pour la France. Avec 23% d'intentions de vote dans le dernier sondage présidentiel CSA, Marine Le Pen est aujourd'hui qualifiée pour le second tour, nettement devant François Hollande (19%).

Les Français se tournent vers nous parce qu'ils veulent des bâtisseurs, et non des communicants (UMPS) ou des vociférateurs (JL Mélenchon).

Signes de notre progression : record des adhésions (65 000 adhérents en mars 2013), élections partielles (48,6% dans l'Oise en mars dernier à l'occasion d'une législative partielle), sondages record (popularité du Front, de Marine Le Pen, intentions de vote).

Notre projet, dont vous trouverez l'intégralité en ligne sur le site du Front National, repose sur l'idée de redonner la parole au peuple français (référendums fréquents, création d'un référendum d'initiative populaire, proportionnelle intégrale à toutes les élections) et de miser sur la nation qui protège, qui bâtit, qui innove.

Une nation avec des frontières intelligentes, économiques, financières et migratoires.

Un projet de réarmement de notre pays face à la mondialisation sauvage.

Un projet de restauration de l'autorité de l'Etat partout.

Un projet qui rompt avec le laxisme d'Etat et qui instaure la tolérance zéro.

Un projet de promotion de la laïcité contre les communautarismes.

Un projet d'arrêt de l'immigration légale et illégale et de mise en place de la priorité nationale au bénéfice de tous les Français.

Un projet de redressement de l'école et des services publics.

Vous le savez, Marine Le Pen demande pour janvier 2014 un référendum sur la fin de l'UE par la sortie de la France, pour tourner la page de l'austérité sans but.

Nous sommes un vote d'espérance, qui se concrétisera dès 2014 aux élections municipales puis européennes.

Bon courage pour ces prochains jours.

Bien amicalement,

Florian Philippot